

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera  
**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Geschichte  
**Band:** 15 (1965)  
**Heft:** 2

**Artikel:** Les campagnes d'Helvétie de 1798 et 1799 et la politique jurassienne du Directoire  
**Autor:** Suratteau, Jean-René  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-80554>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 15.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# LES CAMPAGNES D'HELVÉTIE DE 1798 ET 1799 ET LA POLITIQUE JURASSIENNE DU DIRECTOIRE

Par JEAN-RENÉ SURATTEAU

Les circonstances qui ont entraîné l'intervention française en Suisse en 1798 sont connues dans leurs grandes lignes. Il est établi que la neutralité suisse, avantageuse pour la France, tant que celle-ci était en guerre avec l'Empire et les Princes allemands, cessait de présenter un intérêt après Campo-Formio. On sait aussi que Bonaparte, tout à sa politique italienne, avait reconnu, avant Leoben déjà, puis entre la signature de cet armistice et la conclusion de la paix, l'importance des passages alpins dont la Suisse était gardienne, spécialement du Simplon. Il lui semblait nécessaire de raccourcir ses lignes par l'occupation, à tout le moins du Valais et du pays de Vaud; cette occupation entraînerait, inéluctablement le contrôle du Gothard d'une part, celui du plateau suisse de l'autre; c'est-à-dire que les Bailliages tessinois et le Mittelland helvétique devraient, comme la Valteline, entrer dans la zone française.

Il reste que la convergence temporaire des plans du général victorieux et des vues de celui qui présidait, après la chute de Carnot (septembre 1797) à la politique extérieure de la France, le Directeur colmarois Reubell, hâta, au moins, la décision du Directoire. Campo-Formio lui laissait plus au Nord les mains libres; les articles du traité étaient suffisamment souples pour

permettre l'interprétation et l'inclusion de beaucoup de territoires «situés sur la rive gauche du Rhin». La Suisse devint le point de convergence entre la politique italienne du général corse et la politique germanique du Directeur alsacien. Ce dernier avait des vues que précisent ses papiers personnels, ceux publiés par Bernard Nabonne, et, surtout, ceux, encore inédits, de la Bibliothèque Nationale, à Paris. Il voulait constituer un «limes germanicus», au delà du Rhin, pour protéger sa patrie — la petite comme la grande; ces vues n'étaient pas neuves mais elles étaient, chez lui, bien ancrées. C'est pourquoi, l'astucieux Merlin ayant rapproché les deux hommes assez peu malléables, l'un et l'autre, l'attaque contre la Suisse fut décidée<sup>1</sup>.

Pour nourrir les motifs de l'attaque, les griefs ne manquaient pas. Dans les événements qui précédèrent l'intervention, l'affaire des «vallées jurassiennes», laissées, en 1793, «provisoirement» sous la neutralité helvétique, occupées en décembre 1797, joua un rôle considérable et double qui n'a guère été mis en lumière. Non seulement, leur occupation ouvrait la route de Soleure et de Berne, mais elle constituait ce que, de nos jours, nous appellerions un «test».

---

<sup>1</sup> Voir essentiellement les ouvrages généraux: R. GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, Paris 1911, classique mais toujours utile. J. GODECHOT, *La Grande Nation*, Paris 1956. G. LEFEBVRE, *La Révolution française*, Paris 1951; 2<sup>e</sup> rééd. 1963. Pour la politique de Reubell, B. NARBONNE, «Le mémoire justificatif de Reubell», dans *Revue d'histoire diplomatique*, 1949; et du même *La diplomatie du Directoire et Bonaparte*, Paris 1952. Papiers (inédits) de Reubell à la Bibliothèque nationale, Mss., Nouv. acq. fr., 23 641, 23 642, 23 654. Le récit des événements de 1798 et de 1799 se trouve dans toutes les histoires suisses de la période (BONJOUR, DIERAUER, GAGLIARDI, NABHOLZ, OESCHLI...) et dans CHAPUISAT, «L'influence de la Révolution française sur la Suisse», dans *Revue de France*, 1934, et MURET, *L'invasion de la Suisse en 1798*, Lausanne 1891. Pour le jeu diplomatique à Rastatt, voir A. RUFER, «Die Veltlinerfrage auf dem Rastatter Kongreß», dans *Revue suisse d'Histoire*, 1954. Sur la politique française au temps de la Révolution, notre communication au Congrès international des Sciences historiques de 1965, à Vienne: *Robespierre et la Suisse*. Pour les questions intéressant le Mont-Terrible, notre thèse: *Le département du Mont-Terrible sous le régime du Directoire. Etude des contacts humains, sociaux et économiques dans un pays annexé et frontalier*, Paris et Besançon 1964.

En occupant les vallées du Sud du Jura, le Directoire était sûr de gagner à tous les coups. Si les Suisses n'avaient pas accepté, c'était la guerre dès décembre 1797: la France libérée de toute campagne continentale y était prête. Ils laissèrent faire, malgré les Bernois que personne n'avait voulu suivre. Puisque les Suisses avaient accepté, le Directoire était assuré que nul ne bougerait — sinon les Bernois, peut-être — lorsque le moment serait venu. Cette occupation plaçait les troupes françaises au cœur de la Suisse, à Bienne et en face de Büren. L'historien schaffhousois Jean de Muller le remarquait avec sa perspicacité habituelle: «Berne est perdue(...) et, bientôt, toute la Suisse avec elle (...) je crois que le glâs de l'aristocratie est près de sonner...» Si Berne pensait se raccrocher soit à l'Empereur soit aux Princes allemands, la désillusion allait être rapide. A leur envoyé Karl Ludwig Tscharnner, l'un des représentants impériaux, à Rastatt, rétorquait: «Die Schweizer sind jetzt Nachbarn des Vesuvs!» et: «Wer vermag etwas gegen den Koloß<sup>2</sup>?»

## I

### *La campagne de l'an VI contre les Suisses: le Mont-Terrible, base de départ*

L'activité générale de Joseph Mengaud, ce «diplomate-robot» selon le mot du trésorier zurichois Salomon Hirzel, est connue, à Bâle puis à Aarau, à la dernière Diète de l'antique Confédération des Treize Cantons. Les Bernois restaient d'une rare témérité, avoisinant l'inconscience et baptisée héroïsme. Ils préparaient un plan non pas défensif mais offensif pour culbuter ce colosse que ni les Prussiens ni les Autrichiens n'avaient réussi à ébranler. Des souvenirs de Guillaume Tell et de ceux des Guerres de Bourgogne,

---

<sup>2</sup> Arch. Aff. Etrangères, Paris, Corr. pol., Suisse, vol. 464 (ff. 315, 359, 402). St.-Arch. Bern, Geheimen Rathes Akten, vol. XXVII (f. 334). Geheimen Rathes Manual, vol. XVII (ff. 353 sq.). FELLER, *Geschichte Berns*, t. IV, p. 332—336. A. RUFER, «Johannes von Müllers Berichte über seine Mission nach der Schweiz», dans *Politische Rundschau*, Berne 1933.



le parti dominant à Berne faisait sa nourriture quotidienne. On se méprenait sur les véritables causes de la non-intervention française en Suisse depuis 1792. Les Bernois se trouvaient dangereusement isolés; seuls les Soleurois, de bien faibles alliés, étaient résolus à les soutenir; les Fribourgeois, même, étaient très divisés et les événements de décembre précédent avaient montré, de façon aveuglante, qu'il n'y avait pas à compter sur les Neuchâtelois, bien trop contents, en l'occurrence, d'être les «sujets du roi de Prusse», d'un monarque allié officiel de la France depuis 1795.

Les troupes françaises passées sous le commandement de Schauenbourg le 28 janvier 1798 — Saint-Cyr étant parti pour l'Italie — comprenaient d'abord 12 000 hommes, puis près de 20 000 (19 969 selon les historiens bernois). Schauenbourg, vieux soldat alsacien, connaissait bien la Suisse, et cette connaissance le servit grandement. Étaient ainsi rassemblées sous son commandement les 17<sup>e</sup>, 38<sup>e</sup> et 44<sup>e</sup> demi-brigades et une partie de la 23<sup>e</sup> sous les ordres des «brigadiers» Nouvion, Dufour, Girard dit Vieux et Ruby — les deux premiers commandant à Delémont et à Huningue, le troisième Genevois d'origine. Le 5 février, Schauenbourg fut subordonné à Brune qui venait d'être nommé au commandement de l'Armée d'Helvétie, mais les deux hommes ne s'aimaient guère, et leurs relations furent techniquement difficiles ce qui laissa à Schauenbourg une bien plus grande latitude que ses ordres ne le comportaient. Bienne ayant été occupée par Nouvion le 5, Schauenbourg y établit son quartier général à trois kilomètres de la garnison bernoise de Nidau, avant de le transférer à Perles quinze jours plus tard.

A l'aile gauche de son dispositif, Schauenbourg fit renforcer l'occupation du Fricktal qu'il n'était plus question, pour le moment, de céder aux Bâlois. Cette position importante tournait l'Argovie bernoise et les positions soleuroises de la région d'Olten, ce dont on ne semble pas s'être rendu compte à Berne puisque les Bernois dégarnirent leur aile droite déjà bien faible où 1800 Oberländer furent seulement laissés sous le commandement de Friedrich von Wattenwyl<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> FELLER, ouvrage cité, p. 525sq.

Dès le 27 janvier, les troupes avaient sillonné le Mont-Terrible. La 17<sup>e</sup> demi-brigade séjourna à Porrentruy deux jours jusqu'au 10 pluviôse. Plus à l'est, les troupes françaises violaient maintenant sans vergogne les enclaves soleuroises, les autorités locales ne disant rien de peur de pousser la France à l'annexion pure et simple: 600 cavaliers de la 38<sup>e</sup> demi-brigade campèrent même deux jours à Rodersdorf dans l'enclave de l'Oberleimental. Puis le rassemblement s'accéléra.

Du 14 au 17 pluviôse, 3000 fantassins, 50 voitures de munitions et 10 canons furent concentrés entre Courgenay et Cornol avant de converger sur Delémont qui devint à partir du 19 une véritable place de guerre. Les 21 et 22 des troupes venues de Landau, notamment des cavaliers, les y rejoignirent. Le fer de lance du corps expéditionnaire était la fameuse «armée noire», trois mille hommes «tirés des galères» qui semaient la panique sur leur passage et qui firent trembler Delémont puis Bienne avant de se couvrir de gloire quelques jours après. Ils furent rattachés à la 18<sup>e</sup> demi-brigade et eurent naturellement la mission de choc lors de l'attaque. Cependant pour le moment ces futurs héros ressemblaient plutôt, aux yeux des paisibles habitants du Mont-Terrible, à des fauves déchaînés. «L'aversion des autres troupes contre eux coûtent la vie et des blessures meurtrières à plusieurs (...). On assure qu'il a fallu braquer des canons chargés à mitraille pour les dissiper, encore leur fureur n'est-elle pas finie, Bienne et ses alentours en ont le spectacle affreux». Enfin le 10 ventôse — 28 février — passai<sup>e</sup>nt les dernières troupes<sup>4</sup>.

La concentration était terminée.

Les premières escarmouches, avant l'ouverture des hostilités véritables furent causées par l'occupation française de la Montagne de Diesse et l'occupation bernoise des villages du lac. En ce qui concerne la Montagne de Diesse, Schauenbourg joua les Bernois. Ceux-ci, se fiant à une note de Bacher du 13 décembre précédent, pensaient envoyer des troupes à Diesse si les Français en faisaient autant, mais Schauenbourg, après avoir lanterné,

---

<sup>4</sup> F. J. GUÉLAT, *Journal de..., bourgeois de Porrentruy*, Delémont 1906, I, p. 498—506.

avait envoyé 800 hommes sur la montagne; puis il sortit un nouvel argument: La Neuveville avait le droit de bannière et, cette cité étant devenue française, la France en héritait. Lorsque les Bernois eurent envoyés des troupes dans leur enclave du lac, Schauenbourg demanda au commandant bernois, Manuel, de ne pas envoyer ses hommes à Diesse car «ils seraient si près des Français que des suites fâcheuses pourraient en résulter». Cependant il jouait une fois de plus les Bernois car, au même moment, le «maire» français de Bienne, Bresson, faisait voter aux habitants des quatre villages diessois leur réunion à la France (22 février). Cette fois la colère fut grande chez les militaires bernois qui déclarèrent qu'«il fallait rendre coup pour coup». La neige se mit alors à tomber et fournit une dernière arme au général français. Comme il ne pouvait plus faire passer de ravitaillement à ses 800 soldats isolés sur la montagne, il réclama le passage par le lac en invoquant cette fois le droit de juridiction (*Gerichtsbareit*) que Bienne — maintenant française — avait autrefois sur la rive nord du lac; Manuel rejeta cette prétention, mais le gouvernement bernois, à qui Schauenbourg parla de «relations de bon voisinage», accepta ce que les militaires avaient rejeté. Berne était de plus en plus conciliante.

L'incident allait néanmoins se produire. Les avant-postes bernois se trouvaient face à ceux des Français qui avaient occupé le hameau viticole de Chavannes (Schafis). Une compagnie de chasseurs bernois fut alors envoyée à Douanne et à Gléresse. En transmettant cette nouvelle à Brune, Schauenbourg fit une «erreur» (?) Il confondit Douanne et Chavannes ou en tous cas intervertit ces deux noms de lieu, Brune apprenant que «Chavannes» avait été occupé par les Bernois, manda cette nouvelle par exprès à Paris. Le Directoire répondit à Brune que les «Bernois avaient commis un acte d'hostilité en occupant un territoire français du département du Mont-Terrible». Ainsi, écrit le dernier historien de Berne, «le petit hameau de vignerons de Chavannes fit son entrée dans la grande politique<sup>5</sup>».

Le signal de l'assaut fut donné par Brune à Schauenbourg le 25 février. Il devait occuper Soleure le 1<sup>er</sup> mars. L'armistice conclu

---

<sup>5</sup> FELLER, ouvrage cité, p. 529.

par Brune expirait dans la nuit précédente à minuit. Auparavant Schauenbourg avait poussé ses préparatifs profitant des quatre jours de répit que lui accordait son supérieur hiérarchique. On construisit rapidement un pont sur la Suze à Bienne probablement en amont de la ville, entre celle-ci et Boujean (vers les actuelles usines «Omega»). Le commissaire des guerres Lanot réquisitionnait maisons inoccupées et hôpital et encore et toujours des voitures (141 en tout en cinq jours). Mengaud lançait sa grande proclamation «aux braves habitants de la Suisse et particulièrement à ceux du canton de Berne» en deux langues. L'heure avait sonné...

Le dispositif français était simple. En dehors de quelques contingents de fixation aux deux ailes, tout le gros était concentré entre Bienne et Perles pour attaquer l'enclave bernoise de Langnau/Longeau et marcher soit sur Berne directement par Reiben et Büren, soit sur Soleure d'abord. La seule incertitude pour l'ennemi — mais de taille — était de savoir quel serait, entre ces deux voies, le choix du commandement français.

Le dispositif bernois était d'un gigantisme exorbitant. Il eut été possible peut-être militairement de tenir sur la ligne de hauteurs allant de la Sarine à Fraubrunnen à l'ouest de Berne, mais on ne pouvait pas, du point de vue psychologique, abandonner à leur sort les alliés soleurois et fribourgeois et les villes bernoises de l'Aar. D'autre part, on s'en tint au plan offensif du 21 février. Au total, si on laisse de côté le front Sud qui ne nous intéresse pas ici — et où 7500 Bernois et 2500 Fribourgeois firent face à 15 000 Français et à 6000 auxiliaires (Vaudois, Bas-Valaisans et Gruyérans), le front Nord voyait 8500 Bernois et 4300 Confédérés étirés de Cerlier à Olten sur 50 kms s'opposer aux 20 000 soldats de Schauenbourg concentrés sur les huit kilomètres séparant Bienne de Perles.

A l'extrême Nord, les affaires furent très simples. Alors que le plan bernois prévoyait sur ce point une diversion dans la Prévôté, ce furent les Français qui pénétrèrent en territoire soleurois en deux points de Reinach sur Dornach en direction générale de Balsthal, de Crémines sur St-Joseph vers le Weissenstein gardé par le corps bernois d'élite de Fr. von Wattenwyl. Face à la première colonne, la résistance fut dérisoire: le bailli de Thierstein

sauva l'honneur avec... 34 hommes et malgré un accrochage plus sérieux vers Erschwil, les avant-gardes françaises occupaient le 2 mars au petit matin, le col du Passwang, ayant eu 2 tués et 15 blessés. Vers St-Joseph la deuxième colonne n'avança guère d'abord, non pas à cause des Soleurois, mais par suite de la supériorité de la position bernoise du Weissenstein et aussi d'abondantes chutes de neige dans cette zone difficile. Mais la déroute bernoise de Granges vint forcer Wattenwyl à retirer ses hommes, et la route fut libre.

Les combats décisifs avaient eu lieu, en effet, de 4 à 11 heures du matin le 1<sup>er</sup> mars de Perles à Soleure. Une relation complète, vue de Perles, fut donnée en 1801 par le Bailli Imer, retenu en surveillance, dans une longue lettre rapport au Prince Evêque<sup>6</sup>.

Langnau était défendu par 600 hommes d'élite sous le colonel von Wurstemberger. Il n'y avait que cinq kilomètres entre ces troupes et celles que commandait, de l'autre côté de l'Aar, à Büren, l'Oberquartiermeister von Graffenried. Au bord de l'Aar, vers Bienne, il y avait encore d'autres troupes bernoises. Mais ni les unes ni les autres ne bronchèrent lorsque celles de Langnau virent fondre sur eux la marée française car elles avaient reçu une mission offensive et, en tous cas, devaient, en cas de défensive, défendre la route la plus courte vers Berne. Les Français firent donc irruption de trois côtés sur Langnau puis Granges. En deux heures, de 4 à 6 heures du matin, tout fut culbuté jusqu'à Bellach, à huit kilomètres de Soleure, où les Bernois tentèrent d'établir une ligne de résistance avec le corps Wattenwyl décroché du Weissenstein. Les hommes de Wattenwyl ne comprenant rien, criaient à la trahison, et les villageois injuriaient les soldats et leurs officiers. Les Soleurois, voyant toute résistance inutile, lâchèrent pied. A dix heures et demi, Schauenbourg fit remettre à la ville un ulti-

---

<sup>6</sup> Archives de l'Anc. Ev. de Bâle, Période française, II, 248 (II). FELLER, ouvrage cité, p. 565—569. NEUHAUS, *Griffonage d'un ci-devant jeune homme*, Ms inédit, Bienne, p. 22. ERLACH, *Aktenstücke zur bernischen Kriegsgeschichte des Jahres 1798*, Berne, I, 1881, n<sup>os</sup> 108 III. VON MÜLINEN, *Erinnerungen über die Zeit des Überganges*, Berne 1898, p. 44. MURET, art. cité, p. 66sq. SURATTEAU, «Un récit inédit des événements de 1797—1798», dans *Actes de la Société Jurassienne d'Emulation*, 1964, p. 83—100.



matum lui donnant une demi-heure pour capituler, ajoutant que «si il éprouvait la moindre résistance et qu'une goutte de sang français soit versée, les membres du gouvernement soleurien en répondront sur leur tête (...) passé le délai, je brûle votre ville et j'en ferai la justice la plus éclatante et la plus inexorable et passerai la garnison au fil de l'épée...». A onze heures, l'ultimatum était accepté, et un accord était signé accordant aux Bernois la permission de faire retraite à travers la ville et de passer sur la rive droite de l'Aar. A onze heures et demi, Schauenbourg faisait son entrée dans Soleure<sup>7</sup>.

Plus à l'ouest, sur la rivière, un pont de bois séparait les Bernois des avant-gardes françaises qui occupaient les chaumières de Reiben au point le plus méridional du Mont-Terrible. Graffenried, lorsqu'il entendit à 4 heures la fusillade et la canonade de Langnau, donna l'alarme par douze coups de canon, mais ne bougea pas. Il envoya un aide de camp à Schauenbourg pour demander si l'armistice était rompu. Le général français fit répondre, imperturbable, «Vous pouvez vraisemblablement vous en rendre compte». Peu avant midi, Soleure était donc déjà atteinte et occupée même, les Français ouvrirent le feu et incendièrent les maisons de Büren proches de l'Aar. Les Bernois répliquèrent et les chaumières de Reiben flambèrent à leur tour. Les Français se replièrent au nord du village, mais à midi Graffenried apprit la nouvelle de la chute de Soleure. Craignant que les Français n'aient déjà occupé le pont de Soleure et franchi l'Aar en aval de sa position, ainsi d'être tourné sous peu, il abandonna Büren, non sans avoir incendié le pont de bois, et fit retraite vers Berne.

Entre Büren et le lac, les positions bernoises étaient encore plus fortes. Outre les troupes qui étaient disséminées dans la plaine marécageuse des méandres de l'Aar et de la Thielle sous le commandement du colonel Tillier et qui ne bougèrent pas, à Nidau il y avait une forte garnison car la proximité de Bienne faisait de la petite ville fortifiée la base de départ pour la recon-

---

<sup>7</sup> Arch. Nat., AF III 86 (366) 10. St.-Arch. Solothurn, XXVI Fz. Akt. Ordonnanzen d. Provisor. Regierung, 1/8, 9/18, 19/50, 57. ERLACH, ouvrage cité, nos 1069/1115 et 1129/1146. Rapport de SCHAUENBOURG dans *Arch. Schweiz. Gesch.*, XV, p. 329.

quête de Bienne. Le colonel Gross avait donc trois bataillons, deux compagnies de chasseurs, un escadron de cavalerie et 12 canons et en face de lui l'adjutant-général Fressinet, à Bienne, disposaient de quelques centaines d'hommes dont la plus grande partie constituaient des «services». Mais Gross était «kühn im Entwerfen von Plänen, schüchtern in der Ausführung<sup>8</sup>», un véritable officier de bureau... Il demanda à Erlach, son chef, de venir lui-même décider des opérations à entreprendre.

A Bienne, l'atmosphère était, soit à la panique, soit à l'espoir. Neuhaus nous montre la population partagée, une partie terrée dans ses habitations, une autre gravissant les hauteurs d'Evilard pour scruter l'horizon et assister à la bataille. Une batterie était au Pont-du-Moulin, en pleine ville, une autre vis-à-vis du château de Nidau, en face du magasin des sels qui se trouvait en territoire bernois. Tout le monde, à Nidau comme à Bienne, attendait une action de ce côté. Il n'y eut rien. Même du côté français, le secret était bien gardé puisque Brune avait écrit à son ami Laharpe quelques jours avant, que «Schauenbourg se préparait vers Bienne et s'était déjà avancé vers Nidau de manière que sous peu notre jonction s'opérera...».

Était-ce ignorance alors du plan de bataille, la lettre ayant été écrite avant que Brune ne donnât l'ordre à Schauenbourg de marcher sur Soleure, ou ruse de guerre<sup>9</sup>?

Il faut noter que la marche de Schauenbourg eût été difficile et, en tous cas, un arrêt à Soleure inéluctable si les Bernois de Nidau avaient fait mine d'enfoncer les quelque 200 combattants français de Bienne et de couper la route des gorges de la Suze.

Dans la «tête de pont» bernoise du Lac, les 500 hommes de Manuel coupés de toute liaison furent ainsi les seuls à prendre l'offensive conformément au plan. Après une matinée du 1<sup>er</sup> tranquille, ils firent mouvement vers le nord-ouest et, par Gaicht (Gigy ou Jugy) suivant la ligne des crêtes, il accablèrent les faibles postes français qui occupaient les territoires de Diesse et d'Orvin. Deux français furent tués et quelques postes abandonnés. La pa-

<sup>8</sup> FELLER, ouvrage cité, p. 579.

<sup>9</sup> Arch. Nat., AF III 21a (70i). Lettres de P. Ochs à Merlin avec copie de celle de Brune à Laharpe.



nique fut grande à Bienne. Cependant les Bernois étaient arrêtés au sud d'Orvin. Le 2 au matin, ignorant tout des événements de la veille, les Bernois se préparaient à marcher sur les hauteurs de Macolin au-dessus de Bienne quand leur parvint l'ordre de décrocher puis de rétrograder et bientôt d'évacuer la tête de pont complètement. L'importance de cette escarmouche, la seule où le plan bernois avait connu un début de réalisation, n'est pas négligeable, mais elle montre surtout combien la coordination était nulle puisque c'était sur ce point où il n'y avait aucune liaison, que l'offensive avait eu lieu à l'aveuglette. Evidemment si Gross avait bougé, si Tillier avait reçu des ordres de son chef Grafenried, ...mais l'«histoire militaire comme les autres ne se fait pas — et surtout ne se refait pas — à coups de si conditionnels...<sup>10</sup>».

Quant aux troupes de l'aile gauche bernoise, vers Cerlier, elles ne furent jamais engagées et décrochèrent dans la matinée du 2 pour faire leur jonction avec celles qui battaient en retraite vers Berne et le 3 au matin, elles étaient toutes concentrées à l'ouest de la ville, de Wohlen à Münchenbuchsee. Partout ce n'était que cris de trahison...

On voit donc que, de Perles à Reiben, et de là à Bienne et à la montagne de Diesse, notre Mont-Terrible avait joué un rôle capital dans ces deux jours où se jouèrent la destinée de Berne et de la Suisse tout entière.

Berne fut atteinte et occupée le 5 mars après les combats désespérés de Fraubrunnen et du Grauholz. Dans les jours qui suivirent, les événements précipités des jours précédents s'espacèrent, mais c'est alors que le Mont-Terrible après avoir joué son rôle de base de départ, vit le reflux des armées françaises et l'afflux des blessés et des prisonniers.

---

<sup>10</sup> Selon le récit du pasteur ADOLF GERSTER, inséré dans l'ouvrage de BADERTSCHER, *Die Märztage des Jahres 1798*, Berne 1898, le but du Major May qui commandait, sous Manuel, les troupes qui prirent l'offensive depuis Gaicht (Gigy) sur les prés d'Orvin et Macolin, n'était ni de marcher sur Bienne, ni de couper la route des Français, mais son action n'aurait résulté que de simples escarmouches et du décrochage des postes français trop faibles et peu aguerris. Cette offensive ne serait pas à mettre dans le cadre du plan du 21 février. D'ailleurs May n'avait que cinq cents hommes en tout...

Dans le Mont-Terrible, la sensation fut très forte. Les habitants du sud, à Bienne et à La Neuveville en particulier qui avaient espéré la victoire des Bernois virent leurs espoirs brisés. A Bienne, ce fut le spectacle habituel après des événements de ce genre : pillages des villages bernois des alentours par les soldats et vente du butin à bas prix par des Juifs qui suivaient l'armée<sup>11</sup>. Ainsi Neuhaus raconte que des chevaux avaient été amenés aux écuries de l'hôtel de la Couronne, volés à un paysan bernois de la région, mais il les fit rendre à son propriétaire en intervenant près de l'adjudant-général Fressinet, son hôte au Rockhall. La ville vaudoise de Payerne réclamait le 8 mai 1798 une voiture mise en réquisition par l'armée française et qui se trouvait abandonnée à la « Couronne ». Mais les soldats français n'étaient pas seuls coupables. Des Biennois profitaient de la situation pour s'enrichir à bon compte, cependant que la masse des habitants de la ville était trop heureuse de voir les menaces qui avaient pesé sur celle-ci définitivement éloignées. Tous se réjouissaient et se répandaient dans les tavernes, les pintes et les auberges où la « piquette » de Bienne, ce « vin de cochers », coulait à flots... Un respectable Biennois dont Neuhaus ne donne — pudiquement — pas le nom, futur Boursier de la ville, déjà conseiller, s'enrichit en annexant les réserves de farine, de provisions, le porc et les volailles du Moulin de Madretsch, abandonné par ses habitants, qui, saisis d'une frayeur affreuse avaient suivi la retraite des soldats bernois. L'auteur de ce pillage prétendit que puisque ce butin était abandonné et pris « en territoire ennemi », c'était « une prise de guerre ». Il en garda toute sa vie le sobriquet infamant de « Mühleräumer ». D'autres Biennois suivirent les soldats français qui patrouillaient et s'enrichirent de part avec eux. La rumeur publique rapporta qu'un autre « Ratsherr » qui avait acheté à un soldat pour sept thaler une vache volée fut rossé par le paysan bernois à qui la bête appartenait, et perdit tout ainsi. Rares furent ceux qui,

<sup>11</sup> Arch. Nat., AF III 86 (35) I 105. Arch. de l'Anc. Ev. de Bâle, II, 388. St.-Arch. Solothurn, XLVII 1547. Stadt-Arch. Biel, CCLXXXIII/26 (44). FELLER, ouvrage cité, p. 600—601. HAEBERLI, *Biel unter Frankreichs Herrschaft*, p. 142—143. BÄHLER, *Biel vor 100 Jahren*. NEUHAUS, *Griffonage...*, Ms cité, p. 23—24.

comme Heilmann, qui avait suivi, de sa maison de campagne de Bellevue près de Port, les opérations et repris quelque espoir lors du combat valeureux de la Légion romande de Rovérea, eurent assez de continuité pour rester confiant et pousser la bravade jusqu'à faire élever près du lieu du combat une colonne votive, signe de cet indéracinable espoir dont l'opiniâtre receveur devait attendre quatorze ans la réalisation.

De Porrentruy, la situation était jugée d'un même œil, bien que l'on fut plus loin du théâtre de la guerre. Les partisans invétérés de l'ancien régime espéraient, envers et contre tout, en une défaite des Français qui les débarrasserait de la présence de ces intrus. A l'inverse, les patriotes exultèrent aux nouvelles de la déroute des «oligarques» suisses. Dès le 3 mars, la nouvelle de la chute de Soleure arriva à Porrentruy avec les premiers convois de blessés. On en mettait dans les hôpitaux et on envoyait vers Besançon ceux qui pouvaient supporter le voyage. Le 4 mars, qui était un dimanche, les convois de blessés affluèrent, croisant des troupeaux de bœufs expédiés pour le ravitaillement de l'armée. Au soir, douze chariots de blessés français furent suivis de 230 prisonniers suisses «parmi lesquels sont des vieillards, des jeunes garçons qui semblent avoir à peine quinze ans et des hommes mariés qui plaignaient le sort de leurs femmes enceintes et chargées de famille». Sur un chariot était l'état-major, le colonel, des capitaines et un major : il devait s'agir de Wurstemberger blessé et fait prisonnier à Langnau car, à cette date, c'était le seul colonel bernois fait prisonnier. Le lendemain passeront 200 autres prisonniers suisses. Le colonel et son état-major quittèrent l'auberge du Bœuf pour la maison Billieux. Le 16, les prisonniers partirent de Porrentruy pour Belfort, ne laissant dans la ville que six blessés graves, tandis que trois voitures de blessés français arrivaient dont certains dans un état pitoyable et prêts d'expirer, fort mal en point et «malgré la quantité de boue, préférant suivre à pied plutôt que de souffrir le cahotage des chariots». Au total, du 4 au 10 mars, passèrent ou séjournèrent à Porrentruy 868 prisonniers suisses et au moins 400 blessés français. Le 10 arrivent aussi de beaux chevaux suisses : «Les chevaux sont à vendre et, quoiqu' offerts à bon marché, on ne voyait pas d'empressement à les acheter, ce qui accrédite la

nouvelle qu'il y a défense de faire aucune emplette du militaire sous peine de la confiscation et de six années de fers.» Le 11, spectacle nouveau: «on voit des exprès qui font des recherches de jeunes gens du canton de Soleure partis avec les prisonniers». Le 12 mars passent encore des blessés et des prisonniers. Le pillage continue: on voit des acheteurs de chevaux suisses qui vont les cacher ou les emmènent dans des pâtures éloignées pour les soustraire aux recherches «qu'on fait» pour les prendre dans les mains de qui ils se trouveront sans nulle indemnité. «De même, des militaires vendent à vil prix» quantité de fusils, carabines et sabres pris aux Suisses qu'«on désarme» (...) ce qui fait présumer qu'on vide le riche Arsenal de Berne, «mais la plus grande part passe dans le Haut-Rhin.» De même on vend la «riche vaisselle d'une maison des Glutz cachée dans une maison de campagne près de Soleure et découverte par des militaires français», de même des caissons, des chariots à panier venant de Berne, chargés de malles remplies d'effets et d'armes. Chaque jour c'est la même chose jusque vers le 25 mars. Mais à partir du 18, on voit aussi des Suisses qui viennent rechercher leurs chevaux avec permission de Schauenbourg. A partir du 20, nous sommes moins bien renseignés cependant, car ce spectacle est concurrencé par celui des assemblées primaires si mouvementées de l'an VI et d'autre part il est devenu si quotidien qu'on s'y habitue<sup>12</sup>. Le 25, reflux moins intéressant, celui de la trop fameuse «armée noire» ramenant avec elle, auréolée de la gloire de Langnau et du Grauholz, sa soif de sang et d'exactions; cela ne tarde pas, en effet... Le 27, 3000 hommes repassent avec tambours et trompettes. D'aucuns disent qu'ils vont par Lyon en Italie, d'autres par Belfort en... Angleterre... Et c'est à nouveau la surcharge, comme un mois auparavant.

A partir du 1<sup>er</sup> avril, nouveau mouvement: celui des prisonniers suisses qui rentrent chez eux: 230 Soleurois le 12 germinal (1<sup>er</sup> avril) qui manifestent leur joie par des chants, mais qui relatent les avanies subies dans le département du Doubs où ils «avaient couru grand danger d'être lapidés par la populace des villages». Le mouvement continua puis s'arrêta le 24 germinal. A cette date,

---

<sup>12</sup> GUÉLAT, ouvrage cité, p. 506—510, 512, 515—517.

tandis que maintenant passaient 20 voitures chargées de poudre venant de l'Arsenal de Berne, 1200 hommes de troupes qui allaient contre la Suisse intriguaient les gens de Porrentruy. Et aussitôt les langues de se délier : « les habitants des petits cantons, les campagnards de Lucerne et ceux d'une partie du canton de Berne, nommément Oberlaender ou Montagnards et ceux de Zurich ne veulent point accepter la constitution française... ». Cependant le 13 floréal — 2 mai — arrivent encore d'autres troupes notamment de la cavalerie. C'est en effet le moment de la rébellion des petits cantons contre le « Höllenbüchlein » imposé par la France et de la campagne de trois jours de Schauenbourg contre les gens d'Unterwald, de Zoug et de Schwytz. Aussi le 7 mai — 18 floréal — on voit de nouveau arriver des chariots pleins de blessés venant de la Suisse ; on apprend en même temps que les troupes françaises sous le commandement de Novion « sont aux Ermites, canton de Schwytz ». En réalité ce ne fut pas Novion, mais Fressinet, le défenseur de Bienne, au début de mars, qui s'empara d'Einsiedeln le 3 mai. Le 21 floréal, Novion écrit au commissaire Roussel pour lui narrer le récit de la résistance opiniâtre des « Urkantone » qui — à quelque chose malheur est bon — ont détruit l'armée noire et des régiments de hussards et en sont venus aux extrémités de se précipiter du haut des montagnes pour y faire périr avec eux ceux qu'ils pouvaient tenir dans leurs bras... « Mais, bien qu'ils se battent comme des lions », les gens des petits cantons sont vaincus, le mouvement de va-et-vient des troupes continue encore à la fin de floréal (le 23, le 28, le 29) et en prairial (le 1<sup>er</sup>, le 3, le 4, le 5, le 7, le 22, le 27...). Au total, du 23 floréal au 27 prairial, la 68<sup>e</sup> demi-brigade, le 6<sup>e</sup> hussards, deux compagnies de grenadiers, la 106<sup>e</sup> demi-brigade, un régiment de chasseurs à cheval, 3500 hommes de la 105<sup>e</sup> demi-brigade, 4000 hommes de la 92<sup>e</sup>, sans compter ceux dénommés imprécisément (« des militaires... des soldats... ») passent par Porrentruy surtout vers Besançon ou Belfort, pour marcher, « déclare-t-on », vers l'Italie.

A Bienne, plus près du théâtre des combats, le même spectacle avait duré plus longtemps encore. Dès le 12 ventôse, on avait établi un hôpital et une manutention dans l'ancien Hôpital bourgeois, mais il devint trop exigü et il fallut réquisitionner la Maison



du Prince, celle de Bellelay et, même, une partie de l'Hôtel de Ville pour y loger les blessés. Une ambulance de campagne est aux forges de la Reuchenette et une autre à Bellelay. Mais, la distance étant trop grande de Reuchenette à Soleure et trop petite de Bellelay à Reuchenette, on déplace l'ambulance de ce point à Bienne, aussi. Il faut réquisitionner du matériel, des logements pour les infirmiers; enfin, il faut trouver des infirmiers, mais cela est plus difficile car pour «quinze francs par mois et une livre et demie de pain par jour», on ne trouve personne. Ou, plutôt, on en trouve deux, l'un sourd, l'autre borgne...

Sur les terrains même des combats, les seuls dommages directs, mais importants, étaient ceux causés au petit village de Reiben par l'incendie du 1<sup>er</sup> mars. Toutes les autres pertes avaient été infligées à des villages bernois ou soleurois. C'était le sort de la guerre! Au contraire les habitants de Reiben avaient trouvé leurs chaumières en cendres, et il convenait de les indemniser. Cette affaire fut longue et décevante. Lorsque les villageois réclamèrent des prairial auprès des administrateurs du canton de Bienne, ceux-ci, en appuyant leurs demandes d'indemnités, les renvoyèrent à l'autorité militaire. Mais de longs mois passèrent sans solution, les villageois devant reconstruire leurs maisons et couvrir de chaume leurs toitures. L'autorité militaire rétorqua en fructidor que c'était au canton de Berne à supporter les frais puisque les Bernois étaient responsables de cet incendie.

Mais ce fut en vain car, malgré l'intervention de Rapinat auprès du canton de Berne, le colonel von Graffenried se retrancha derrière les ordres reçus de son chef Erlach qui était mort. De plus, le gouvernement bernois régénéré refusait d'endosser les responsabilités des oligarques. L'état des dégâts avait été estimé 57 490 F. 60; les Bernois se refusant, c'est au gouvernement français que les habitants de Reiben s'adressèrent en désespoir de cause. Reiben fut inscrit parmi les «communes sinistrées» et ce fut tout. Rapinat étant revenu à la charge, Graffenried se défendit par un mémoire («Bericht über die Defension von Büren und die Abbrennung der dortigen Brücke») dans lequel il dégageait sa responsabilité en faisant remarquer que c'était les Français qui avaient, les premiers, incendié plusieurs maisons de Büren, qu'il n'avait fait qu'obéir à

des ordres supérieurs et que cet argument avait prévalu dès ventôse pour faire libérer à Soleure le lieutenant colonel bernois von Fischer accusé d'avoir détruit le pont d'Olten. La question survécut au Directoire et à l'Helvétique: au temps de la «Médiation», encore, le Landammann Reding et le secrétaire d'Etat Thormann en réponse à une nouvelle demande de l'ambassadeur Verninac transmettent une pétition des gens de Reiben qui voulaient faire une collecte en Suisse, déclaraient que «l'état actuel de la patrie ne semblait pas permettre une pareille contribution (13 et 18 mars 1802). Quatre ans après l'incendie, donc, rien n'était fait et rien ne fut jamais fait pour les infortunés villageois de Reiben<sup>13</sup>.

## II

### *Mont-Terrible et Helvétique*

L'assujettissement de la Suisse au régime français et la formation de l'Helvétique, troisième satellite français, marqua l'an VI et changea sensiblement la position des problèmes pour le Mont-Terrible, directement et indirectement<sup>14</sup>.

Après la proclamation de la République Helvétique (12 avril 1798) la soumission des grands cantons-villes, la seconde campagne de Schauenbourg contre les petits cantons de l'«Urschweiz» et enfin la répression sanglante de la rébellion du Nidwald en septembre, tout se soumit et par le traité d'alliance du 19 août, la nouvelle République fut soudée à la France; du moins pouvait-on espérer à Aarau, la capitale provisoire, sinon des compensations, du moins des avantages matériels qui soient plus que symboliques.

<sup>13</sup> Arch. A. E. B., I, 109-II, 174 (7964), 178 (9670), 181 (2348), 635. Bürger-Bibl. Bern, Mss, XI, 124a A<sup>vb</sup> (349 n° 4942). GRAFFENRIED, «Bericht über die Defension von Büren und die Abtrennung der dortigen Brücke», dans *Arch. Schweiz. Gesch.*, XVI. Sur l'affaire du pont d'Olten: St.-Arch. Solothurn, XXXVI, Franz. Ordonnanzen, Provisor. Regierung, 31—32.

<sup>14</sup> Voir notamment: A. RUFER, à l'article «Helvétique», dans *Dictionnaire Historique et Biographique de la Suisse*; la *Correspondance* de P. OCHS, éd. Steiner, III, nos 274 à 285 et Arch. Nat., AF III 86 (366) I 3—4.



Les exactions du Brune plus ou moins couvertes par Lecarlier avaient coûté cher. Du point de vue territorial, l'Helvétique avait perdu la Valteline et le Bormio; la Rhétie (Grisons) fut bientôt occupée par les Autrichiens; aux portes de la Suisse, après l'Evêché de Bâle tout entier maintenant, Mulhouse et Genève s'étaient réunis à la France. En face de cela, l'annexion envisagée du Fricktal semblait un peu dérisoire. Aussi pour ne pas être taxés de valets de l'impérialisme français, les dirigeants, «unitaires» autant que les «patriotes» — c'était le nom que se donnaient maintenant les fédéralistes — étaient comme obligés de se montrer sourcilieux sur le patrimoine national et désireux de donner à leur république des frontières fermes et sûres.

Dès son arrivée, Lecarlier avait demandé le rappel de Mengaud, qui «n'avait ni le caractère ni la tenue convenables dans les circonstances actuelles». Comme, néanmoins, «ses principes étaient républicains», il proposait de le faire «nommer dans le Mont-Terrible où il est question (...) de remplacer l'actuel commissaire<sup>15</sup>. Maintenu encore, un moment, Mengaud fut rappelé à Paris, peu après.

Son départ affectait cependant le Mont-Terrible car il était partisan de son agrandissement. Il s'en vante longuement dans une lettre envoyée bien plus tard au gouvernement consulaire pour solliciter une gratification, lettre qui constitue un véritable plaidoyer *pro domo*. Certains termes sont à retenir car ils donnent une vue assez éclairante de la situation du Mont-Terrible par rapport à l'Helvétique. «Le souci d'agrandir le Mont-Terrible, écrit Mengaud en l'an IX ...ne pouvait s'effectuer qu'aux dépens de Soleure et de Berne pour reculer les bornes qui, se trouvant entre ce département et les pays à réunir, allaient être ainsi placées sur le bord des lacs et rivières lesquels de ce côté de la Suisse forment

---

<sup>15</sup> BARTH, «Mengaud und die Revolutionierung der Schweiz», dans *Basler Jahrbuch*, 1900. OCHS, *Correspondance*, éd. Steiner, III, nos 289/297 et Arch. Nat., AF III 21a (70q); AF III 82 (2346) I 18 a; id. (350) Ia—Ib; AF III 85 (357) I 133/135; AF III 86 (366) 30; AF III 290 (1156); F<sup>7</sup> 6368 (I); BN, 8° Le <sup>45</sup> 1717; BN Mss, Nouv. acq. fr. 2654 (221—222). Arch. A.E.B., II, 342 (I.). Mengaud avait exposé à son ami Saurine qu'il avait contre lui les militaires, Ochs et le parti de ceux qui «voulaient faire carrière» dans l'Helvétique.

une limite naturelle et sûre entre les deux pays (...). Il y existait un tel mélange de privilèges et de juridictions que la nature de la constitution helvétique d'alors justifiait les inquiétudes et l'intervention de la Diète sur les projets que l'on me soupçonnait du côté du Mont-Terrible (...). Cependant le moment de la révolution approchait, la prise de possession de ces pays devait en être le signal (...). Et on vit flotter sur ces contrées les drapeaux tricolores substitués à ceux des Suisses (?) et nos *soldats enfin postés en un point tel qu'il ôtât aux oligarques de Berne le désir de tenter de nous contrecarrer* ou s'ils le voulaient — *quos Jupiter vult perdere, dementat...* — leur permettent d'écraser la superbe de ces Magnifiques comme dans l'avenir de tenir et d'empêcher toute menée contre la République. *Ainsi chacun sait que ce ne fut pas l'armée qui devait prendre Berne, clé de la Suisse qui le réalisa mais celle qui, du Mont-Terrible agrandi par mes soins, y arriva dans un temps si court, que nul le pouvait auparavant.*»

Il est bien évident que si ce tableau est outrageusement favorable à celui qui le compose, il n'en ressort pas moins cette vérité: l'agrandissement du Mont-Terrible jusqu'à l'Aar, le lac de Bienne et la Thielle était le premier point de la commotion qui devait emporter la Suisse hors du camp hostile et dans le camp français<sup>16</sup>.

Ainsi non seulement l'agrandissement du Mont-Terrible était lié à la politique de la France vis-à-vis de la Suisse régénérée mais, même l'avenir, l'existence du département, en dépendaient finalement. Mais c'était de la Suisse qu'allait venir pour le Mont-Terrible, par les conséquences de la campagne de l'an VII et de l'incapacité de l'Helvétique de couvrir ses frontières, le coup de grâce. Un regard jeté à la carte montre à l'évidence que, dans cette optique un Mont-Terrible ayant dépassé les «gorges» qu'il n'atteignait pas avant décembre 1797, s'ouvrant largement vers le lac de Bienne et les méandres de l'Aar faisait partie du même ensemble straté-

---

<sup>16</sup> Arch. Nat., F 76368r. Mémoire de Mengaud, commissaire du gouvernement en Helvétie (Mengaud était alors, en l'an X, commissaire général de Police dans les ports de Boulogne et de Calais au moment du rassemblement armé dit «camp de Boulogne». Il était resté très lié avec Fouché, ennemi de Reubell).

gique que le Mittelland suisse et posait les mêmes problèmes de défense.

La campagne désastreuse de 1799 allait montrer combien ces préventions étaient fondées.

### III

#### *La campagne de l'an VII contre les Austro-Russes: le Mont-Terrible zone de reflux*

La modification du rapport des forces causée par l'expédition d'Égypte, par la formation de la seconde coalition et l'arrivée des Russes au cœur de l'Europe occidentale avaient placé les armées françaises en Suisse dans une position critique. Cela avait amené le retour d'événements douloureux tels que la Suisse n'en avait plus connus depuis les horreurs de la guerre de Trente-Ans. C'était une rançon terrible de la perte de la neutralité et un lourd prix à payer pour l'alliance avec la « Grande Nation ».

Masséna avait remplacé Schauenbourg le 9 décembre 1798, comme commandant des troupes d'Helvétie. Il était d'abord subordonné à Jourdan commandant des troupes du Rhin; mais ce dernier avait essuyé des revers et dut se mettre sur la défensive puis repasser le Rhin ne gardant à l'est du fleuve qu'une tête de pont dans les faubourgs de Bâle, toute proche de l'extrémité Nord du Mont-Terrible: la situation redevenait quasi-semblable dans ce secteur à celle de l'an IV, du temps de la « tête de pont de Huningue ».

En Italie les défaites subies par Schérer amenèrent l'écroulement de la Cisalpine. Alors, les autorités françaises, un premier point de l'Helvétique — Schaffhouse — ayant été occupé par l'ennemi, se tournèrent vers celles de la république-sœur et demandèrent la mise en application des clauses militaires du traité du 19 août 1798. Schauenbourg fut nommé inspecteur général des troupes helvétiques, et les 18 000 hommes qu'elles devaient comprendre furent requis de marcher. Mais 11 000 seulement furent rassemblés. De mai à fin septembre 1799 les événements de la campagne se déroulèrent presque aux portes du Mont-Terrible. Le

recul français en juillet et au début d'août semblait bien sonner le glas de la présence française non seulement en Suisse, mais aussi dans l'Evêché de Bâle<sup>17</sup>.

Dans le camp des revanchards suisses, aux côtés de l'indomptable Avoyer Steiger qui, dès novembre 1798, s'était prononcé, de Coire où il se trouvait, pour la restauration de l'évêque de Bâle, figuraient aussi, en bonne place, des partisans du prince. Celui-ci ne leur emboîtait cependant le pas qu'avec pas mal de prudence et de circonspection, contrastant avec la folle présomption de beaucoup de ses fidèles. Dès la fin de mai 1799, nombre d'anciens serviteurs du Prince disparus dans les heures sombres vinrent de nouveau se serrer autour de lui. Le 19 juin, un recrit du prince décida l'envoi au quartier-général de l'archiduc Charles à Kloten d'un émissaire, le conseiller Billieux; une «commission intérimaire était formée, comprenant cinq membres dont le baron d'Andlau, le futur gouverneur général de 1814. On décidait que *«le pays une fois réoccupé on s'adresserait à l'empereur, on intéresserait le tsar en tant que grand maître de l'ordre de Malte, et on prendrait diverses mesures: amnistie générale — nomination d'un commissaire général qui serait le baron d'Andlau —, redressement des griefs... c'est-à-dire ce que les Etats de 1791 avaient demandé sans succès, puis «lorsque S. A. sera réinstallée à Porrentruy, réunion d'une Assemblée des Etats et du Haut-Chapitre, enfin négociation pour être reconnu comme membre agrégé ou au moins associé du Corps Helvétique»*. Le 2 juillet, le prince faisait part au doyen du Chapitre, de Rosé, de ses «espoirs raisonnables», et il demandait à celui-ci de réunir le plus possible de chanoines dispersés. De nouveaux concours s'offraient, volant au secours d'une victoire qui semblait assurée. Le comte de Montjoye-Vaufrey proposait de partir pour l'Ajoie pour y armer des «partisans» et y «déclancher une nouvelle

---

<sup>17</sup> Arch. Nat., AF III 86 (369) I 15/23. L'écho du défaitisme se ressent dans la correspondance de Novion qui commandait à Delémont (Arch. A.E.B., II, 208). La propagande antifrançaise sévissait aux portes du Mont-Terrible: outre la Légion Fidèle de Roverea, des Suisses ennemis de la France servaient sous Hotze, Zurichois au service de l'Empereur, l'un des principaux lieutenants de l'Archiduc Charles. Les insurrections arrivèrent jusqu'aux portes de Soleure et de Bienne, dans le Seeland bernois.

Vendée». Mais cela faisait bien révolutionnaire: on le remercia poliment en le renvoyant à Reinach, l'ancien colonel du régiment de l'Evêché ou «Régiment du Prince», qui était chargé de réunir des soldats pour représenter le «pays» dans les rangs de l'«armée de libération». On prévoyait tout: «ce qu'il faudra faire pour les forges...», «les difficultés avec les acquéreurs des biens (nationaux)...» pour les taxes et les dîmes..., «l'organisation et le logement des troupes de S. M. Impériale dans la Principauté (car il) convient de concilier tout ce que la gratitude exigera envers nos libérateurs et protéger autant que possible nos sujets contre toutes exactions irrégulières et indues...». On hésite entre deux fables: Perrette et son pot au lait ou la peau de l'ours...

L'un des fidèles du prince écrivait le 4 août qu'il s'était rendu «chez Mr le Baron de Steiger (sic) pour lui demander de lever un corps de troupes comme le font tous les anciens chefs suisses». Les «bonnes nouvelles» se succédaient. «Le ministre Crawford affirme que Buonaparte s'est brûlé la cervelle pour finir grandement. C'est dans l'ordre des choses; encore un scélérat de moins...» Il est vrai qu'on avait déjà annoncé à Porrentruy qu'il avait coulé avec son navire puis qu'il avait été fait prisonnier...<sup>18</sup>.

Cependant, le 5, le prince montrait qu'il avait gardé une tête relativement froide. Il écrivait qu'«il ne voulait pas trop s'engager car — entre autres — l'incertitude de ne pas être obligé de rétrograder, l'engage à différer certaines démarches jusqu'à des événements plus décisifs...».

Tout était mis en œuvre pour la victoire, notamment l'aide à donner aux vaillants libérateurs. Ainsi on voit réapparaître la fameuse carte qui avait naguère servi à étayer les prétentions des Biennois à annexer l'Erguel pour former un quatorzième canton suisse. D'Andlau demande une «bonne carte» de l'Evêché pour «notre héros, le brave archiduc Charles». On lui envoie celle des Biennois, d'ailleurs faite par un ingénieur français<sup>19</sup>.

<sup>18</sup> SURATTEAU, «Un bel exemple de ,bobard' de guerre», dans *Annales historiques de la Révolution française*, 4 (1964).

<sup>19</sup> SURATTEAU, «Sur deux cartes», dans *Actes de la Société Jurassienne d'Emulation*, 1956, p. 80—93; du même, «Cartes du Mont-Terrible», *ibid.*, 1957, p. 223—226.



Si tous les fidèles du prince combattaient à ses côtés, il était un membre éminent de la noblesse de l'Evêché pour combattre dans le camp opposé, Ursanne-Conrad de Billieux, propre frère du principal ministre du prince-évêque et futur beau-frère du baron d'Andlau. Ce militaire, ancien capitaine au régiment des Gardes suisses, qui n'aurait pas dû être inscrit sur les listes d'émigrés, contrairement à ses frères, était alors établi à Zurzach chez un frère chanoine. De là il s'engagea en mars 1799 comme inspecteur général des milices helvétiques du canton de Baden et reçut du Directoire helvétique, en avril, la commission temporaire de commander la force armée de ce canton «pour la défense de sa frontière». En juin, il était toujours «Inspecteur Général des milices et des corps d'élite du canton», et le 21, il était invité par le Directoire helvétique à se charger des fonctions d'«Inspecteur de l'Argovie». Il en profitait pour demander une fois encore sa radiation de la liste des émigrés. Le 12 vendémiaire an VIII, Roussel, sur la demande du ministre français de la Police agissant à la demande des autorités helvétiques, envoie une note: il y fait bel éloge de Ursanne-Conrad de Billieux qui, «rentré à Porrentruy en l'an V l'a fréquenté (Roussel) presque tous les jours chez des amis communs (...) ses sentiments patriotiques lui ont paru manifestes et ses idées politiques favorables à la Révolution, il s'est toujours conduit en homme paisible et en bon citoyen (...) en l'an VI, quand l'unité et l'indivisibilité de la République Helvétique a été prononcée, il a tout de suite embrassé le parti révolutionnaire et il le sert encore avec zèle...» Mieux, on trouve dans la correspondance de l'ambassadeur Perrochel une note de Schauenbourg datée de Lucerne qui appuie la candidature de Billieux pour les fonctions d'inspecteur général des milices. Ainsi cet aristocrate, contrairement à ses pairs, servait le parti opposé à la restauration de l'Evêché sans qu'on puisse distinguer évidemment la part de sincérité ou celle d'opportunisme dans cette conduite<sup>20</sup>.

Cependant, à la fin d'août, on déchantait un peu. «La campagne de Suisse semble plus difficile qu'on le supposait. Les Français

---

<sup>20</sup> Arch. Nat., AF III 86 (369) 76. Arch. Fed. Helv; Volz. Direktorium, Protokoll Reg. 89, p. 26; Reg. 730, p. 315; Arch. A.E.B., II, 189.

sont rejetés difficilement et il faudra attendre la levée des sièges en Italie.» Les jours passent : c'est la douche écossaise. Le 4 octobre, c'est le coup fatal : on annonce les «échecs des Russes» qui ont «consterné». Cependant, «ce n'est pas définitif car Souvorov a pu rejoindre Hotze, mais des bruits contradictoires courent sur celui-ci et, même, sur sa mort». Le 12, le messenger de malheur, le colonel d'Eptingen, met le point final. «Nous venez-vous apprendre la victoire? — Mais, plutôt, du combat, les funestes effets...» De La Fontaine on passe à Corneille...

Le Prince-Evêque reste fort digne dans cette débâcle de toutes les illusions. Il se contente de prêcher l'attente et de se déclarer «satisfait des services de tous». Il demande de plus amples nouvelles. Il rend compte d'un voyage à Vienne; mais, ajoute-t-il, les «échecs subis en Suisse font craindre du retard». Aussi «le temps est-il laissé à plus de réflexion...».

Dans le Mont-Terrible, les nouvelles des défaites de l'an VII n'avaient pas tardé à être connues et entraîner de graves conséquences. Le 6 floréal, Roussel envoie un bulletin décadaire pessimiste. «Les batailles sanglantes que les armées françaises ont soutenues en Allemagne le mois dernier, les pertes considérables en hommes quelles ont entraînées et les mouvements insurrectionnels en Helvétie font lever la tête aux plus audacieux et les malveillants se distinguent avec effronterie par leurs discours et leurs ris malins. L'esprit public est devenu beaucoup plus mauvais, cependant il n'y a pas eu de mouvement séditieux.»

Le 15 prairial, le commissaire noircit encore le tableau : «L'état des esprits est vacillant selon les chances de la guerre sur les frontières de l'Helvétie notre voisine (...). Pour le moment les ennemis de la chose publique jubilent et montrent un air joyeux, brocardant ouvertement sur les malheurs de la Patrie et se réunissant en secret pour rédiger des lettres et adresses au soi disant Prince dont ils pensent le retour proche et presque assuré. On m'a affirmé que certains ont déjà fait des offres de service par l'intermédiaire des émigrés de ce département et se partagent les places pour l'époque où le Prince sera rentré dans ses Etats...'.» Guélat, le 24, note : «On assure que notre département effrayé du succès des armées autrichiennes en Suisse a déjà fait préparer ses papiers



pour les faire partir plus loin et que la régie a fait de même.» Le 2 messidor, le bruit se répand que «le général Masséna n'a pas réussi dans son plan d'action». Le même jour, Roussel envoie un bulletin plus sombre encore: «L'esprit public se ressent de ce qui s'est passé en Suisse. Il devient de jour en jour plus mauvais surtout à Bienne qui formait autrefois une République alliée à la Suisse. Les anciens magistrats du peuple s'agitent annonçant le retour de l'ancien ordre des choses avec l'arrivée prochaine des Autrichiens. A La Neuveville qui confine au pays de Neuchâtel on ne dissimule pas le plaisir que l'on aurait à voir arriver les ennemis surtout dans les campagnes (...). Ce voisinage dangereux rehausse les espérances des ennemis de la chose publique et de la réunion dans les cantons de Courtelary, Malleray, La Neuveville, Bienne et Moutier. Dans le canton de Lauffon, on ne peut plus rien obtenir que par la force et le voisinage du fanatique canton de Soleure en est la cause, enfin, en général l'esprit est devenu aussi très mauvais dans la ci-devant Franche-Montagne et nos revers d'Helvétie y contribuent pour le tout...» Les départs de soldats, tout ce qu'on pouvait trouver, ramasser d'éclopés, d'affectés spéciaux, d'embusqués, dénotent aussi aux yeux de l'opinion le piteux état de nos armées. Le 19, Guélat note un autre trait symptomatique: «...Les acquéreurs de biens nationaux contestent (nos revers), d'autres intéressés de l'autre côté les soutiennent véritables, les plus sages n'en parlent qu'entr'eux...» Les faux bruits circulent à plaisir. Le général Novion quitte-t-il Delémont pour se rendre à Huningue sur convocation expresse, il n'en faut pas plus pour qu'on publie que le commandement est replié de Delémont sur Huningue. Les gazettes du 27 messidor publient de nouvelles défaites françaises et, le 1<sup>er</sup> thermidor, Guélat note que «des familles entières quittent la Suisse. Il en est venu ces jours passés dans de très riches voitures de Soleure et de Bâle. Aujourd'hui il en est encore arrivé une belle chargée de femmes, hommes et enfants de Neuchâtel...». Le 2 thermidor, Roussel confirme ses précédents bulletins: «L'esprit public est mauvais ce qui est dû aux revers d'Helvétie et à la présence d'Autrichiens prétendus déserteurs aux frontières de ce département ainsi qu'aux émigrés qui résident au Landeron, à Cressier, partie touchant les cantons de Bienne

et de La Neuveville. Le canton de Courtelary est assez calme, mais ceux de Saignelégier et de Saint-Brais s'agitent beaucoup. J'ai fait arrêter le messager de Chaux-de-Fonds à Bâle qui colportait des déclarations du Prince Charles...» Le 3 thermidor, on affiche à Porrentruy la proclamation du Directoire qui invite tous les bons citoyens à se réunir pour défendre la Patrie qui est en danger d'être attaquée par les armées coalisées, et le lendemain, tandis que passent des troupeaux de bœufs pour les armées françaises de Suisse, on annonce de nouvelles défaites en Italie et «la prochaine invasion du territoire français par les troupes ennemies composées d'Autrichiens, de Russes et de Turcs (?) dont le nombre grossit considérablement». Pourtant le bulletin de Roussel du 12 thermidor est moins pessimiste: «L'esprit public est un peu meilleur par la connaissance sans doute que l'on a acquise des mesures restauratoires que le gouvernement vient de prendre et de la conduite de nos ennemis envers les peuples dont ils envahissent les territoires, surtout depuis la venue des Russes dans les pays avoisinants...<sup>21</sup>.»

Les nouvelles des combats étaient corroborées par de nouveaux passages de blessés et de prisonniers, mais si ceux-ci en bien plus petit nombre étaient toujours des ennemis, les blessés étaient essentiellement français, ou des alliés de l'Helvétique. Le 12 germinal déjà l'ambulance de Bienne était réouverte de façon à accueillir les blessés que l'on dirigerait ensuite sur Porrentruy ou Belfort. Comme aucun local d'urgence n'était disponible, on proposait d'occuper le château de Nidau mais la Chambre administrative du canton de Berne refusait. Bellelay était aussi transformé à nouveau en ambulance. On rouvrait aussi les hôpitaux militaires de Porrentruy et de Montbéliard, pour dégager ceux de Besançon qui ne pouvaient suffire. On réquisitionnait pour l'aménagement de ces hôpitaux de fortune: à Bienne, le Seeland helvétique devait collaborer avec le Sud du Mont-Terrible français, pour y pourvoir<sup>22</sup>.

---

<sup>21</sup> Arch. Nat., F Ic III Mont-Terrible (I). Arch. A.E.B., II, 189. GUÉLAT, ouvrage cité, p. 610, 614, 616—623.

<sup>22</sup> Arch. A.E.B., II, 208, 245, 246. Stadt-Arch. Biel, CCLXXV 269. Arch. Munic. Montbéliard, D Ibis. GUÉLAT, ouvrage cité, p. 598, 601, 602, 607—611, 615, 616, 620, 622, 640, 644, 645.

Le 28, Guélat note le premier arrivage important de blessés: ce sont encore des Autrichiens. Les 9 et 13 floréal, nouveaux arrivages: selon le chroniqueur Guélat, on «n'osait pas leur porter secours sous peine d'être dénoncés comme de mauvais Français et antipatriotes, plus portés au soulagement des ennemis». Du 25 floréal (14 mai) au 25 prairial, les hôpitaux ne désemplissent pas. Le 11, l'hôpital, déchargé le matin, est rempli l'après-midi. Le 25, la pénurie est telle, à Porrentruy, que le médecin-chef doit prescrire que l'on ne se serve plus que d'eau et de sel pour soigner les blessés. A la fin du mois et au début de messidor, il arrive de six à dix chariots de blessés par jour, les uns venant du secteur de Zurich, d'autres de la région de Bâle.

Après la victoire française, tandis que les arrivées de blessés s'espacent puis cessent, on voit réapparaître les convois de prisonniers autrichiens puis russes: les 140 premiers, le 12 vendémiaire an VIII (2 octobre), sont si affamés qu'ils dévorent les pommes de terre crues. Repartis le 14 pour Belfort, ils sont relayés le 18 par 90 autres «Autrichiens» qui sont des Bohémiens, des Brabançons et des Hongrois. Le 19 voilà des Russes; tous repartent le 20, mais le 21 puis le 24 d'autres arrivent...

Ainsi le Mont-Terrible, base de départ en l'an VI de frimaire à germinal (décembre 1797 à avril 1798) est devenu, de germinal an VII à la fin de vendémiaire an VIII (avril à octobre 1799), une zone de reflux, un immense hôpital, un centre de triage de prisonniers de guerre.

Dernier point important et préoccupant pour les autorités du Mont-Terrible: la contagion des troubles depuis l'Helvétique et surtout depuis le Seeland bernois et soleurois. Le 5 floréal, le Ministre de la Police a demandé au commissaire départemental de rendre compte de tous les événements se passant sur les frontières et notamment des «événements consécutifs à cette campagne» et Roussel, en conséquence, écrit aux commissaires des cantons frontaliers pour leur demander d'envoyer par bulletins décadaires le compte rendu de ce qui se passe chez eux.

L'insurrection gagne le Seeland soleurois du côté du bailliage du Buchberg au sud de l'Aar — le seul bailliage réformé du canton de Soleure — et les bailliages bernois de Bipp, de Büren et du Lac,

c'est-à-dire aux portes même de Bienne et de La Neuveville. Ces insurrections accompagnent les mesures de levées de miliciens<sup>23</sup>.

Le 19 germinal, Bresson, l'ancien maire français de Bienne, devenu receveur de l'enregistrement, signale que les «prêtres soleurois poussent à la révolte dans le district d'Oltén, dans celui de Rütli — aux portes de Montmènil et de Reiben, ainsi qu'à Granges, et que des troubles se sont produits dans le Buchberg à Messen et à Kriegstetten également tout près de Bienne... le 25 des révoltés de Granges se sont introduits dans la commune de Romont; le 24 c'est en territoire bernois proche de Bienne, à Madretsch, à Nidau et à Walperswil que des émigrés français ont dirigé les insurrections. Le 25, on doit envoyer des troupes françaises à Reiben, à Romont et à Perles et fortifier la frontière vers Nidau, Mâche et Madretsch. Roussel à qui Bresson s'est adressé directement n'ayant guère confiance dans l'agent de Bienne ni même dans le commissaire cantonal — Scholl et Watt, deux «Bielbürger» — rend compte au ministre de la police immédiatement: «Le canton de Soleure est en pleine insurrection (...) les rebelles de Granges ne sont répandus dans la montagne au nombre de 4000 et l'agent de Romont doit avoir reçu de l'argent pour leur amener de la poudre et des balles; ils veulent prêter main forte aux Autrichiens qui, disent-ils, arriveront bientôt...» Aussi à la fin du mois une demi-brigade entière est répartie dans la région. Le juge de paix Courvoisier-Voisin est moins pessimiste que Bresson et «ne croit pas à une ligue générale des habitants des campagnes». A La Neuveville, mêmes craintes. Le juge de paix Imer-Vernet signale des rassemblements tant en pays bernois que dans la région neuchâteloise du Landeron. A Locras (Lüscherz) dans le Seeland bernois, des hommes de la Légion Fidèle de Roverea agissent. On voit réapparaître tous les anciens agents de la contre-révolution et de l'oligarchie: Bischof se disant «chimiste», un ancien militaire pensionné du roi de Prusse à Tavannes, le pasteur Lambercier du côté de La Chaux-de-Fonds et des Brenets, un Capucin, le P. Eustache, au Landeron sans oublier le fameux

---

<sup>23</sup> Arch. A.E.B., I, 130 (I), II, 189—208—348 (2)—437 (42). Arch. Neuveville, F 231. St.-Arch. Solothurn, XXVII.

Fauche-Borel qui imprime les proclamations de l'Avoyer Steiger et le non moins fameux Burckhardt de Bâle, l'homme de l'affaire de Huningue. Contre ces troubles et cette propagande la liaison franco-helvétique n'est pas bien assurée. Le cas du commissaire du gouvernement helvétique à Soleure, le Bâlois Wernhardt Huber, qui demande une liaison constante et même des battues organisées en commun aux frontières de la Prévôté et du territoire soleurois, est tout à fait isolé. Il ajoute: «La cause de nos deux Républiques est commune.» Du côté neuchâtelois, avec les propagandistes nommés plus haut, on voit apparaître des déserteurs autrichiens et des réfractaires à la conscription venus des Franches-Montagnes qui infestent le Haut de Neuchâtel et le Val de Ruz. Le curé Copin reprend sa plume pour signaler les effets de cette activité aux Bois et au Noirmont toujours si perméables à la propagande anti-française venant du dehors. Dans la Prévôté, une proclamation du Prince Charles est saisie sur un anabaptiste de Court nommé Ramseyer. Des déserteurs helvétiques pénètrent sur le territoire du département: trois miliciens fribourgeois de Guin (Düdingen) sont à la tête d'un rassemblement armé entre St-Blaise, les Convers et La Neuveville dans l'intention de former «une nouvelle vendée et de marcher sur l'Erguel et sur Bienne. En face de cette montée des périls, les autorités du Mont-Terrible, le commissaire Roussel, l'administration centrale et son président Liomin, le général Novvion multiplient les précautions. Pourtant le général est assez mal à l'aise de nouveau car, parmi les émigrés qui parquent à l'état major des Autrichiens à Kloten près de l'archiduc Charles, dans les rangs des chefs suisses», de Burckhardt du Kirschgarten, de Montjoie-Vaufrey dit le capitaine Tempête», le plus fougueux des chefs émigrés de la région, il y a son beau-frère Ferdinand de Verger, dont nous avons retrouvé une lettre adressée au prince-évêque; il l'assure de sa fidélité, lui annonce qu'il a démissionné de l'armée bavaroise pour servir à la «libération de notre cher pays» dans la Légion Fidèle de Roverea sous les ordres directs du soleurois Glutz, parent des Delfils de Porrentruy. Il annonce que «500 Soleurois et Prévôtois se sont enfermés dans leurs montagnes pour combattre les gueux de Français et leurs valets les faux Suisses». Autant de nouvelles



fausses, naturellement. Cet intempestif beau-frère d'un « gueux de Français » s'offre même à se faire l'historiographe de la marche triomphale qui mènera son corps à la « libération de notre chère patrie ».

Le 8 germinal, Nouvion prévient qu'une centaine de prisonniers autrichiens se sont échappés pendant leur transfert à Besançon et qu'ils se sont égaillés dans les montagnes entre le pays de Neuchâtel et l'Erguel. Le 17, Roussel avertit le ministre du danger et énumère les mesures qu'il a prises conjointement avec le général. Les chefs de ce soulèvement qui n'est pas spontané, sont Bischof, qui a le rang de général autrichien, et un nommé Caselli, émigré, ci-devant officier dans Wattewille, lieutenant colonel de la Légion Roverea, établis au Landeron et ayant de fortes complicités à La Neuveville, à Diesse, dans l'Erguel et dans la Prévôté. Aussitôt on se plaint au gouverneur neuchâtelois qui écrit lui-même à l'envoyé impérial, le marquis de Caylus — autre émigré — qu'il « n'est pas possible de tolérer les prisonniers évadés sans attirer sur ce pays des représailles et il est impossible de les nourrir (...) ces ordres s'appliquent aussi aux déserteurs français... ». A Roussel, on répond comme à l'ambassadeur Perrochel que « cela provient de la négligence des escortes françaises chargées de convoier ces prisonniers ». On voit que le ton des Neuchâtelois se fait imperceptiblement moins déférent envers les Français et qu'on ne néglige pas l'autre bord. Mais une intervention de l'ambassadeur Sandoz-Rollin amène le Conseil d'Etat à prendre des mesures plus sévères dans la crainte de donner prétexte au Directoire d'intervenir, « pour préserver ses frontières ». Le bruit en court aussitôt à Neuchâtel.

Roussel multiplie les lettres et envoie même en terre neuchâteloise des espions, notamment « une femme de confiance<sup>25</sup> ». Paci-

<sup>24</sup> Arch. A.E.B., Rep. Rauracienne, VI, 64 (1375/1384). Arch. Nat., F I b II Mont-Terrible 2 (63, 164, 165). Sur Ferdinand de Verger: Arch. A.E.B., II, 909 (358, 719).

<sup>25</sup> Roussel envoya cette « femme de confiance » dans le Val de Ruz, puis le commissaire de la Neuveville, François Himely, l'agent de la même commune et le greffier de ce canton. Ils remirent à Roussel une liste de 23 émigrés dont 15 prêtres; le commissaire la transmet au gouvernement neuchâtelois pour vérification. Plus tard, il projeta d'envoyer un autre observateur, mais « il faudrait quelqu'un qui ne soit pas connu ».

fique Laville, de Porrentruy, alors directeur du Jury à Courtelary, dénonce des rassemblements d'émigrés: «Déjà les ennemis de la République se réjouissent, la joie meurtrière se lit sur leurs visages», écrit-il. Des rassemblements sont même signalés à Sonvillier, la patrie des Liomin! Il y a pourtant une certaine confusion entre ces troubles et ceux causés par la lutte contre la conscription qui se recouvrent souvent. La situation empire lorsque les troupes helvétiques de Keller et la brigade Lorcet (division Ruby) pourchassent les rebelles dans les cantons de Berne et de Fribourg. On signale encore une fois la présence de Burckhardt à Neuchâtel et on dénonce ses agents: la cabaretière du Faucon dans cette ville, l'aubergiste du Boissau près de La Chaux-de-Fonds, l'ancien bailli Imer dans sa retraite frontalière des Pontins, le justicier de Diesse Carrel, «homme abominable», déjà maintes fois signalé. Des patrouilles arrêtent bien quelques suspects, mais les requêtes faites à l'ambassadeur Perrochel, à Massena ou au Directoire helvétique restent sans réponse: ils ont d'autres chats à fouetter... Parfois on aboutit à des abus dangereux: ainsi après l'arrestation du cabaretier Rihs de Gerolfingen, «l'espionnite» et la chasse aux espions fait rage et, le 16 fructidor, des Grisons domiciliés à Bienne sont arrêtés et molestés puis, un peu après, à La Neuveville, deux Bernois de haut parage; parlant allemand, ils ont été pris pour des Autrichiens les uns et les autres. D'ailleurs alors, Fouché rappelait que la loi du 24 messidor permettait de prendre des otages dans les communes où avaient lieu des rassemblements armés, sauf à en rendre compte au Directoire dans les 24 heures, afin que la mesure soit soumise à l'approbation du Corps législatif. Les autorités militaires pouvaient aussi établir l'état de siège dans une zone de 100 kms du théâtre des opérations. On en revenait aux mesures de l'an II. En vendémiaire an VIII, une brigade de gendarmerie supplémentaire fut établie à La Neuveville.

Après la victoire de Zurich, la situation ne se rétablit pas tout de suite. Selon un ordre verbal de Roussel, les commissaires des deux cantons franc-montagnards se rendirent en mission de «renseignements» dans le Comté de Neuchâtel. Ils repérèrent des Autrichiens dans quelques endroits, mais surtout des émigrés



qui «faisaient pâle figure en apprenant la victoire de Masséna». Au Landeron, des déserteurs français et suisses et parmi eux des «déserteurs» du Mont-Terrible, mais là aussi il s'agit en fait de conscrits fugitifs surtout. Ils confirmèrent que les ordres du gouverneur «étaient sabotés par les agents locaux». «(...) les brigands et les receleurs sont toujours prévenus à temps par les autorités sulbalternes chargées de l'exécution<sup>26</sup>.»

A Bienne, les choses allèrent beaucoup plus loin, et on put mesurer ainsi à quel point la réunion forcée de 1798 était peu sincère et combien l'oligarchie de l'orgueilleuse petite cité regrettait l'ancien régime. Le commissaire et l'agent étaient peu sûrs, et rejetaient sur les agents ruraux la responsabilité de tout. Lorsqu'on décida des visites domiciliaires, commissaire et agent du chef-lieu se récusèrent, «ils n'avaient pas le temps» et on dut nommer commissaire ad hoc J. J. Le Roi, de Sonceboz, ex-commissaire de l'éphémère canton de Pery. Mais la liste des maisons à visiter que l'on lui remit ne comprenait aucune de celles des patriciens les plus suspects, l'ancien Bourgmestre, l'ancien Chancelier, l'ex-Banneret, l'ex-Receveur épiscopal Heilmann; bien mieux, les maisons à fouiller étaient soit des auberges, soit des bâtiments occupés par les militaires français, la Maison de Bellelay et celles du prince à Bienne, le château ou «Schlößli» de Wildermett à Perles, les forges de La Reuchenette... Aussi Roussel décida de charger ses deux hommes de confiance Bresson et Courvoisier-Voisin d'une nouvelle surveillance. La comparaison entre le registre de correspondance de Roussel et celui de l'administration centrale, dont Wildermett était l'informateur, est des plus instructives. La correspondance de Bresson et de Courvoisier venait par des voies directes car le «buraliste» de Bienne Jakob Haas, cousin de l'ancien Banneret, n'était pas sûr. Le 23 prairial, le commissaire de Bienne se décida néanmoins à signaler «les faux bruits et les agissements des ennemis de la République» mais c'était bien au-dessous de la réalité; de Delémont ou il y était alors, le président du Mont-

---

<sup>26</sup> Arch. Nat., AF III 86 (368) I 15-F Ic III Mont-Terrible I. Arch. A.E.B., I, 82 (5)—129—130; II, 189—208—315 (1066)—318 (1991). Arch. Etat de Neuchâtel, Missives, vol. 45 (87, 92, 95, 105—107, 110, 1221—124, 134, 145, 160); vol. 46 (224). Arch. Neuveville, F 231.

Terrible, Liomin, avertissait ses collègues qu'il avait appris qu'un véritable complot était ourdi à Bienne: «un criminel espoir de la prompte arrivée des Autrichiens a autorisé les ennemis de la France à préparer déjà les discours pour les accueillir (...) déjà les charges sont distribuées et les proscriptions désignées...». Aussi demandait-il de recevoir les pleins pouvoirs comme commissaire spécial pour se rendre à Bienne et même dans les cantons avoisinants si cela devenait nécessaire. Il signalait les chefs du complot: Moser et Neuhaus les deux anciens chefs de la «République» de Bienne, Schaltenbrand l'ancien boursier, l'ex-banneret Haas et le ci-devant conseiller Hermann. Il demandait même son «collier et son costume». Naturellement l'administration défera à ce désir, et Liomin arriva à Bienne pour y enquêter. Le 26 au soir, il ne vit que Bresson et attendit le lendemain pour s'aboucher avec le commissaire cantonal et les autorités communales. Il fit réunir l'administration, mais il «ne reçut pas d'eux les notions qu'il aurait cru pouvoir ramasser». Il les exhorte donc et même les menace mais «ne croit pas avoir convaincu tout le monde car il y a la dedans quelques personnages qui ont l'air de vouloir devenir contre révolutionnaires, s'ils pouvaient le faire sans danger (...), mais ils sont si couards qu'ils ne peuvent donner aucune inquiétude...». Le lendemain 28, il se rend dans son fief de Courtelary, le 29 à Malleray et à Moutier. Pourtant, l'optimisme de Liomin n'était peut-être pas si fondé car, avec les nouvelles des autres échecs français, l'agitation reprit en messidor. Le 15, Roussel et Novion, avertis par «deux citoyens énergiques» (Bresson et Courvoisier-Voisin toujours), décidèrent «en vertu des pouvoirs à eux conférés par la loi sur l'état de siège — il n'y avait pas 100 kms entre les «lignes» et les cantons alémaniques du Nord du Mont-Terrible — d'envoyer la force armée à Bienne. Quatre meneurs sont désignés au Directoire: *l'agent* Samuel Scholl, J. J. Haas, le *commandant de la garde nationale* Daxelhofer et le conseiller Schaltenbrand. Le général Férino ne put déléguer que 100 hommes. Le même jour les douaniers arrêtaient à Boujean plusieurs déserteurs. Le lendemain, le général Rheinwald envoie 50 cavaliers en renfort. «Pour réprimer le mauvais esprit de la commune de Bienne qui a refusé de recevoir des patriotes helvé-

tiques et des poudres et recèle des déserteurs et des ennemis de la République.» Le commissaire, affolé renvoie alors des lettres éplorées à Roussel, aux généraux, à l'administration, à son compatriote S. Wildermett: «Tout est faux dans ces accusations (...) on n'avait pas de place pour les poudres.» Pas un mot sur les patriotes helvétiques ni sur les déserteurs. Bien sûr, il y a des gens de mauvais esprit, mais c'est la faute du mauvais voisinage du Comté de Neuchâtel. De plus, fidèle à sa tactique, il prend comme boucs émissaires les agents ruraux. Ceux de 7 communes sur 13, n'ont pas assisté à la fête du 10 août. Pourtant le 17 thermidor, encore, Roussel transmet au ministre de la police quatre «imprimés incendiaires» venant de Neuchâtel à l'adresse de divers habitants de la ville. Le 24 un nouvel imprimé, la proclamation dite: «Aufklärung» de Steiger est adressée à sept citoyens dont l'agent, le président du canton et «tous connus pour n'être pas des amis du gouvernement républicain à l'exception du citoyen Emmanuel Scholl président». Ce n'est que le 30 fructidor que le calme règne de nouveau à Bienne, mais la clef de cette énigme est donnée sans détours ou presque par le commissaire: un grand nombre d'ennemis de la République rassemblés vers St-Blaise *voulaient* descendre sur Bienne et n'attendaient que la marche des événements «(...) mais le calme qui *règne* (?) ici et la *nouvelle tournure des événements de la guerre* a déçu leurs espoirs...». Ceci semble clair et aussi susceptible d'expliquer, et le calme qui règne mais ne régnait pas, et le zèle subit du commissaire...<sup>27</sup>.

On voit comme victoires et défaites se répercutaient sur la situation de ces régions françaises ou helvétiques, mal assimilées. Mais, pourtant, rien de bien grave, rien qui n'ait, en fait, compromis les arrières des troupes républicaines au moment le plus critique. On attendait et on n'osait rien tenter contre le colosse. L'héroïsme archaïque et vain des Montagnards des Urkantone, n'avait point d'émules...

\* \* \*

---

<sup>27</sup> Arch. A.E.B., I, 83 (2)—130; II, 176 (661)—189—243. Stadt-Arch. Biel, CCLXVII, 265.

<sup>28</sup> Conversation de Reubell avec le Premier Consul, publ. par P. COTTIN, dans *Nouvelle Revue rétrospective*, 10 juin 1904.

Ainsi, tant en 1798 qu'en 1799, la position du Mont-Terrible apparaît comme essentielle. Les Français, entrés en 1792 dans la partie septentrionale de cette marche que la Suisse n'avait pas voulu s'attacher définitivement, y avaient gagné une position forte, couvrant la porte de Bourgogne, charnière encore mal verrouillée entre les provinces alsacienne et comtoise, françaises de fraîche date. La possession des «gorges du Porrentruy», que Reubell, appuyant le mémoire de son collègue, l'évêque Gobel, réclamait dès 1791 à la Constituante, assurée en décembre 1797 enfin, faisait avancer inexorablement le pion français vers le cœur de la Suisse. L'occupation des vallées méridionales rendue aussi possible par l'aveuglement des oligarques biennois refusant obstinément des conditions honorables à l'agrégation des Erguélistes, portait la frontière «là où elle devait être, à l'Aar et aux lacs». La Suisse entraînait ainsi dans la sphère française, c'est-à-dire dans la sphère de la guerre.

La «Grande Nation» n'était encore pas bien assurée de tous côtés. La ruée russe sembla sur le point de tout remettre en question, l'année suivante. Mais Reubell avait vu juste : l'événement le montra. Dans sa conversation de 1802 avec le Premier Consul, il se fit gloire, d'avoir, par sa décision de brumaire an VI, sauvé la France d'une nouvelle et plus cruelle invasion<sup>28</sup>. En effet, c'est la Suisse qui, avec l'Italie du Nord, avait joué le rôle d'Etat-tampon, celui que la conjonction des vues du Directeur et du général lui avait attribué.

En 1799, la proximité du théâtre de la guerre avait entraîné pour ces régions jurassiennes si récemment annexées un grave danger. Sans doute, mais ni l'Alsace, ni la Comté, ni la Lorraine couverte par le «limes» rhénan, pas plus que la Flandre que la Belgique eût protégée, le cas échéant, n'avaient été envahies. Si même Masséna et Lecourbe n'avaient pas su profiter de la mésentente entre Autrichiens et Russes, si le plateau suisse tout entier sût été occupé, le Jura aurait, alors, rempli le rôle que la géographie lui assignait.

Autant que le coup d'œil de Bonaparte, l'idée fixe du Directeur colmarois avait permis de tenir. De toute façon, le Jura, comme la Suisse tout entière, était, ainsi, enchaîné au char français, pour de longues années encore...